

4 Politique

Décès de l'ancien président français Jacques Chirac

Ali Bongo : "Un grand ami du Gabon" et un "père spirituel"

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

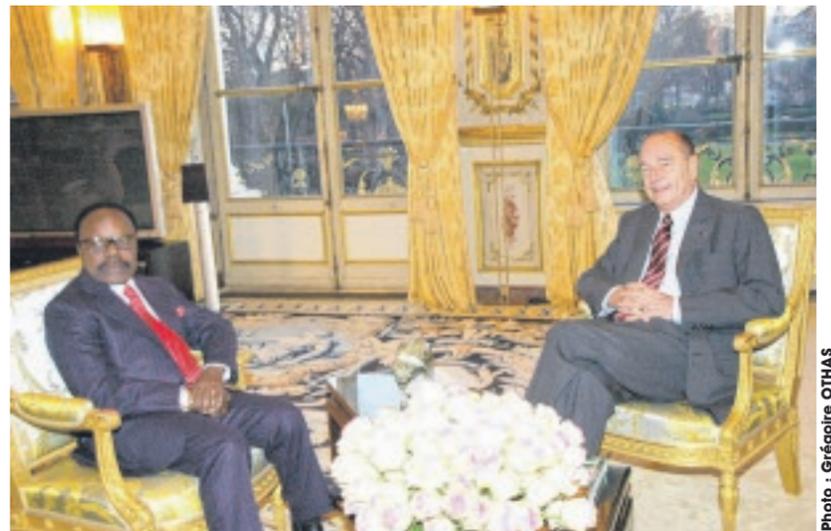
Le chef de l'Etat a rendu hommage, à travers son compte twitter, au cinquième président de la cinquième République en France, Jacques Chirac, décédé hier à l'âge de 86 ans. Exaltant l'attachement de l'illustre défunt à la terre gabonaise et à ses autorités.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a réagi, via son compte twitter, hier, au décès, à l'âge de 86 ans, de l'ancien président français, Jacques Chirac. Le numéro un gabonais a tout d'abord salué "un grand ami du Gabon". Ensuite, "un amoureux sincère de l'Afrique". Un continent avec lequel il a toujours entretenu des liens très forts autant en tant que maire de la ville de Paris, président du Rassemblement pour la République, le RPR (parti politique gaulliste qu'il avait créé dans les années 1970), que chef de l'Etat français pendant deux mandats (1995-2002 et 2002-2007).

"Il a été pour moi, plus



Jacques Chirac, de son vivant, aux côtés de feu Omar Bongo Ondimba et Ali Bongo Ondimba, lors d'un séjour en France.



Un instantané d'entretien avec feu Omar Bongo Ondimba.

qu'un ami, un père spirituel dont je n'oublierai jamais la bienveillance", a poursuivi le chef de l'Exécutif gabonais qui au nom du peuple gabonais, a présenté à sa "famille et au peuple français" ses "sincères condoléances".

A noter qu'entre Jacques Chirac "l'Africain" et le Gabon, ce fût une longue histoire d'amitié et d'attachement réciproque de très longue durée. Non sans compter qu'il a entretenu avec le président de la République défunt, Omar Bongo Ondimba, une longue et profonde amitié. En témoignent les nom-

breux séjours aussi bien français que gabonais des deux personnalités qui ont souvent permis de renforcer les relations séculaires entre la France et Gabon.

Déjà, quelque temps après son élection à la présidence de la République française, le natif de la Corrèze va réserver au Gabon et à son président de l'époque, le 23 juillet 1995, l'une de ses premières visites à l'étranger. Accueilli avec faste, à l'aéroport international Léon-Mba, il n'avait pas manqué de goûter à l'hospitalité gabonaise en faisant corps avec l'animation culturelle qui lui était ré-

servée. Il n'avait pas résisté à la tentation de se mêler aux groupes socioculturels en esquissant quelques pas de danse.

Une visite au Gabon qui n'en était pas la première, encore moins la dernière. Tant le défunt homme d'Etat français connaissait très bien Libreville et les autres localités du pays, à la fois, en tant que maire de la ville de Paris, de Premier ministre ou de simple homme politique français, comme président fondateur du RPR.

D'ailleurs, lors des obsèques de son "vieil ami", Omar Bongo Ondimba, en

juin 2009, Jacques Chirac, avec son successeur à l'Elysée, Nicolas Sarkozy, et l'ensemble du gotha politique français, firent le déplacement de la capitale gabonaise. Une présence, très remarquée, qui venait témoigner de l'hommage de l'homme politique français décédé hier.

Tout comme, il a souvent renvoyé l'ascenseur à son homologue gabonais, en le recevant avec les honneurs au palais de l'Elysée à l'époque de ses deux mandats présidentiels de 12 ans. Si Jacques Chirac s'était érigé en défenseur des intérêts de l'Afrique,

à travers le monde, il n'en demeure pas moins qu'il a souvent appelé les pays africains à faire montre de solidarité afin de relever les défis en termes de développement.

Avec la mort du successeur de François Mitterrand à qui il avait imposé une cohabitation après les Législatives de 1986, en devenant son Premier ministre, c'est une page de l'histoire entre le Gabon et la France qui se tourne. Comme l'a rappelé le numéro un dans son hommage, c'est "un grand ami du Gabon" et un "père spirituel", pour lui, qui s'en est allé.

Les visites de Jacques Chirac au Gabon

- **Le 17 juillet 1985** : Le maire de la ville de Paris, Jacques Chirac est reçu au palais présidentiel par le chef de l'Etat Omar Bongo en présence du maire de Libreville, Jean Aveno Davin, en prélude à l'Assemblée générale de l'AIMF tenue à Kinshasa.

- **Le 28 juillet 1989 à Libreville** : Jacques Chirac prend part aux travaux de la neu-

vième session de l'Assemblée générale de l'AIMF en qualité de maire de Paris et président de ladite association.

- **Le 30 décembre 1987**: Jacques Chirac, Premier ministre français assiste à l'inauguration du Transgabonais, tronçon Lastoursville-Franceville.

- **Le 22 juillet 1995** : Après son entrée à l'Elysée Jacques Chirac entame une tournée en Afrique avec pour première destination le Gabon.

- **Le 17 juillet 1996** : à l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) Jacques Chirac prononce une importante allocution axée sur la nécessaire poli-

tique de solidarité que le G7 a définie lors du sommet de Lyon adressée à toute l'Afrique.

- **Le 16 juin 2009** : Jacques Chirac prend part aux obsèques du président Omar Bongo Ondimba à Libreville aux côtés de son successeur Nicolas Sarkozy.

Service Documentation

Jacques Chirac et l'Afrique : une amitié particulière

Source : Journal Le Monde
Paris/France

ENTRE Jacques Chirac et le continent africain, ce fut une histoire d'amitiés. Se pencher sur ce que fut "son" Afrique revient à visiter un panthéon de la "Françafrique", cette relation abondamment décrite faite de rapports opaques entre les dirigeants du continent et ceux de l'ancienne puissance coloniale. Aucun autre président français ne peut se prévaloir d'avoir entretenu des liens aussi forts, amicaux parfois, avec certains chefs d'Etat du "pré carré".

S'il se présentait comme l'ami des peuples, jouant à merveille le registre de la proximité, l'ancien chef de l'Etat (1995-2007), mort le jeudi 26 septembre, fut avant tout un relais pour nombre de ses homologues africains. Le Gabonais Omar Bongo Ondimba, le Congolais Denis Sassou-Nguesso, le Togolais Gnassingbé Eyadéma, le Burkinabé Blaise Compaoré ou encore l'Ivoirien Henri Konan Bédié savaient qu'ils pouvaient compter sur une oreille attentive

et compréhensive à Paris lorsque M. Chirac était en fonction.

Ses deux tuteurs ou initiateurs dans le bois sacré des relations franco-africaines furent Jacques Foccart et Félix Houphouët-Boigny. Deux faces d'une même pièce. Le premier, discret et très influent conseiller Afrique des présidents De Gaulle et Pompidou, que M. Chirac ramena aux affaires à 82 ans, en 1995, jusqu'à sa disparition deux ans plus tard, était l'architecte d'une décolonisation où la France a perdu sa tutelle sur ses anciens administrés, certes, mais préservé son influence politique et ses intérêts économiques. Le second, père de l'indépendance ivoirienne - après avoir été ministre d'Etat en France - et du concept de "Françafrique", était le socle sur lequel Paris pouvait s'appuyer pour déployer sa politique.

"Le multipartisme est une sorte de luxe"

Ce n'est pas un hasard si c'est à Abidjan que Jacques Chirac prononça en février 1990, alors qu'il était maire de Paris, cette phrase gravée sur les frontons de tous

les palais présidentiels occupés par des autocrates : "Le multipartisme est une sorte de luxe que les pays en voie de développement, qui doivent concentrer leurs efforts sur leur expansion économique, n'ont pas les moyens de s'offrir."

La Côte d'Ivoire fut d'ailleurs la grande affaire africaine de ses douze années à l'Elysée. Peu après la tentative de coup d'Etat du 19 septembre 2002, le président Laurent Gbagbo ne tarda pas à accuser Paris d'avoir manœuvré dans l'ombre pour le renverser. La tension se nourrit notamment du refus français d'appliquer l'accord de défense existant entre les deux pays. Pour M. Gbagbo, l'armée française, qui dispose toujours d'une enclave à Abidjan, aurait dû prêter main-forte aux soldats ivoiriens, au motif que les assaillants étaient partis d'un Etat voisin, en l'occurrence le Burkina Faso. M. Chirac refusa au prétexte qu'il s'agissait d'une crise politique interne à la Côte d'Ivoire.

La tension atteignit son paroxysme en novembre 2004, après le bombardement de la base militaire française de

Bouaké par l'aviation ivoirienne. A cet instant, Paris envisagea sérieusement de chasser M. Gbagbo de son fauteuil et de le remplacer par son chef d'état-major. La tentative fit long feu, mais les relations franco-ivoiriennes furent abîmées pour de nombreuses années. Ainsi, dans ce qui fut le joyau de la couronne franco-africaine, Abidjan, on vit fleurir des slogans tels que "Si c'est gâté [fichu], à chacun son Français". Après l'élection de Nicolas Sarkozy, M. Gbagbo eut cette phrase, mal avisée au regard de l'histoire : "Depuis, je dors mieux."

"Rendre aux Africains ce qu'on leur a pris"

Fidèle en amitié, M. Chirac pouvait aussi endosser le rôle de parrain protecteur. Faure Gnassingbé, le fils du dictateur togolais, a hérité en 2005 du pouvoir de son père à la suite d'un coup d'Etat constitutionnel bricolé à la hâte et validé par Paris. L'opposition togolaise n'a pas oublié et, de manière plus générale, l'image de M. Chirac qui devrait rester au sud du Sahara sera certainement celle d'un homme portant un intérêt sincère au

continent africain, mais dont la politique ne s'est débarrassée ni de ses vieux oripeaux colonialistes, ni des pratiques affairistes. Demi-aveu, début de repentir ou simple constatation inquiète, M. Chirac déclara en 2008 qu'"une grande partie de l'argent qui est dans notre porte-monnaie vient précisément de l'exploitation depuis des siècles de l'Afrique". Et d'ajouter : "Alors il faut avoir un peu de bon sens, je ne dis pas de générosité, un peu de bon sens, de justice, pour rendre aux Africains ce qu'on leur a pris."

Nouvelle époque, nouvelle génération : M. Sarkozy fit, après son élection, la promesse de rompre avec les pratiques passées. Promesse bien difficile à tenir. Après avoir reçu à la hâte la présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, en tant que première invitée de son quinquennat, M. Sarkozy déroula aussitôt le tapis rouge à Omar Bongo Ondimba, généreux financier de la vie politique française... et gardien de bien des secrets des relations franco-africaines.